



HAL
open science

Engagement journalistique et bipolarisation de l'espace partisan. Le cas des services Politique de la presse écrite française (1968-1981)

Nicolas Kaciaf

► To cite this version:

Nicolas Kaciaf. Engagement journalistique et bipolarisation de l'espace partisan. Le cas des services Politique de la presse écrite française (1968-1981). Journalistes engagés, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 2753512116. hal-01078702

HAL Id: hal-01078702

<https://hal.science/hal-01078702>

Submitted on 30 Oct 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Engagement journalistique et bipolarisation de l'espace partisan.

Le cas des services *Politique* de la presse écrite française (1968-1981)

(Chapitre publié dans LEVEQUE Sandrine, RUELLAN Denis (dir.),
Journalistes engagés, Rennes : PUR, 2010)

De nombreux auteurs envisagent l'histoire de la presse française depuis 1944 sous le prisme d'une progressive « dépolitisation » des journaux¹ ou encore d'une lente « autonomisation » du champ journalistique à l'égard du champ politique². Initié dès les premières années de l'après-guerre, à travers les faillites des organes les plus militants, ce processus de « neutralisation » s'inscrirait dans une dynamique plus ancienne qui a vu la « presse d'information » supplanter la « presse doctrinale », consacrant ainsi la professionnalisation du personnel journalistique³. Bien sûr, cette transformation est rarement présentée de façon linéaire et identique pour tous les journaux. Au contraire, les recherches qui abordent des conjonctures plus brèves ou qui n'examinent qu'un titre particulier laissent entrevoir différents cycles quant au positionnement des journaux nationaux vis-à-vis de la compétition politique. Fortement « politisée » lors des périodes de radicalisation de la conflictualité sociale et politique (de 1944 à la mise en place de la « Troisième force » en 1947 ; de 1956 à 1962 durant la Guerre d'Algérie et l'installation de la présidence « gaullienne » ; des événements de mai 1968 aux premières alternances des années 1980), la presse d'information générale se serait davantage « distancée » de la lutte politique lors des autres périodes, au sens où les rédactions qui ne sont pas statutairement affiliées à un parti se seraient davantage comportées comme des observateurs, sinon impartiaux, du moins indépendants des forces politiques.

A travers cette hypothèse d'une succession de cycles de « politisation » de la presse nationale, il peut être intéressant d'examiner plus précisément les logiques de positionnement des journaux au cours d'une période qui irait, très grossièrement, de la fin des années 1960 au début des années 1980, autrement dit lors d'une période marquée par une double caractéristique : une configuration partisane bipolaire et la perspective d'une alternance entre des projets fortement différenciés. Dans un article de 2001, Philippe Juhem interroge ainsi les conséquences d'une telle conjoncture sur les orientations rédactionnelles de la plupart des périodiques nationaux. Il constate en particulier qu'« à partir de 1972, le renforcement de la différenciation des offres politiques entre une coalition gouvernementale et des partis d'opposition rassemblés autour du Programme commun et l'intense travail de délimitation des frontières entre “la gauche” et “la droite” [...] rendent difficiles la définition d'une ligne éditoriale refusant de marquer un soutien à l'une ou l'autre des factions politiques. »⁴

¹ Par exemple CHARON, 1991, p. 130.

² NEVEU, 1993a, p. 10 ; GAXIE, 1996, p. 72.

³ Par exemple, DELPORTE, 1999.

⁴ JUHEM, 2001, p. 188.

Différents indices, anecdotes, événements viendraient en effet corroborer cette observation et souligner les spécificités de cette période, qui ferait suite une séquence de « dépolitisation »⁵ et à laquelle succéderait un « déclin de l'information engagée »⁶.

Il ne s'agit pas ici de remettre en cause ce diagnostic. Notre objectif consiste plutôt à interroger la possibilité de caractériser, de façon globale, le rapport qu'entreprendrait la presse nationale vis-à-vis de la compétition politique, au cours d'une période déterminée, en l'occurrence les années 1968-81⁷. En effet, cette perspective ne va pas sans poser d'importants problèmes de validation et d'interprétation. Tout d'abord, les couples « politisation / dépolitisation », « engagement / distanciation », « indépendance / dépendance », « partialité / neutralité », « objectivité / subjectivité », « information / opinion », etc., paraissent souvent polysémiques et manichéens, si bien qu'ils permettent difficilement de caractériser des productions journalistiques dont le contenu est varié et dont les déterminants sont pluriels. Ensuite, cet embarras conceptuel est redoublé par la difficulté de mettre en place les outils empiriques permettant de valider de telles affirmations. Par exemple, la « politisation » se manifeste-t-elle dans les éditoriaux, dans les seules pages *Politique* ou dans le contenu global du journal ? Se déduit-elle de l'abondance des énoncés idéologiquement connotés, du soutien explicite à l'un des camps politiques, de la minutie dans la restitution des débats publics ou plus simplement du volume des pages *Politique*⁸ ? S'observe-t-elle lors de certaines conjonctures critiques (mai 1968, avril 1974, avril 1981), se mesure-t-elle par le traitement différencié de certaines controverses (le « suicide » de Robert Boulin, les « diamants » de Valéry Giscard d'Estaing) ou se repère-t-elle dans les routines qui structurent le travail et l'écriture journalistique ? Ces obstacles méthodologiques s'articulent avec certaines difficultés d'interprétation : une prise de position en faveur d'un des acteurs du champ politique traduit-elle un choix « librement » consenti, au nom des intérêts stratégiques de l'entreprise de presse ou des convictions idéologiques de la rédaction, ou révèle-t-elle, au contraire, la stricte subordination du journal envers un groupe politique ? Ces réserves quant à la possibilité d'établir un panorama général sur l'engagement des journaux entre la fin des années 1960 et le début des années 1980 sont d'autant plus fondées qu'il est difficile d'inclure, dans un même constat, l'ensemble des publications d'une presse française en permanente reconfiguration et dont chacun des titres est marqué par une histoire et des ambitions économiques singulières.

En soulignant les difficultés à vouloir identifier des « lignes éditoriales » cohérentes, durables et clairement adossées aux luttes partisans, cet article vise à restituer la pluralité des contraintes et des logiques d'action qui encadrent l'activité journalistique dans un certain nombre de quotidiens et d'hebdomadaires d'information générale (*Le Monde*, *Le Figaro*, *France-Soir*, *L'Humanité*, *Libération*, *Le Nouvel Observateur*, *L'Express* et *Le Point*). Au-delà même de leurs divergences, aucune de ces rédactions n'a entretenu un rapport univoque à l'univers politique au cours des années 1970. Cette complexité résulte du caractère collectif et souvent conflictuel de la production journalistique. Si de nombreux indices tendent à révéler la porosité des frontières politico-journalistiques à cette période, on observe parallèlement

⁵ BALLE, 1968.

⁶ JUHEM, 2001, p. 203. Voir également SAITTA, 2006, p. 387.

⁷ Cette recherche repose sur des matériaux collectés dans le cadre d'une thèse de doctorat consacrée aux métamorphoses des pages *Politique* dans la presse écrite française entre 1945 et 2000 (KACIAF, 2005). Elle est principalement étayée par l'analyse des pages *Politique* de cinq quotidiens (*Le Monde*, *France-Soir*, *L'Humanité*, *Libération*, *Le Figaro*) et de trois hebdomadaires (*L'Express*, *Le Nouvel Observateur*, *Le Point*), par la réalisation de soixante-cinq entretiens semi-directifs avec des journalistes en activité ou retraités, ainsi que par l'exploitation d'un certain nombre de sources documentaires permettant de retracer l'histoire de ces entreprises de presse et la sociographie des membres de leurs services *Politique*.

⁸ Pour un développement empirique de ce questionnement sur la période 1980-2000, voir l'article d'Eugénie Saitta dans ce numéro.

l'émergence d'une génération de rédacteurs disposés à mieux afficher leur « professionnalisme » et leur autonomie à l'égard des élites politiques. Aussi les modalités d'engagement des journaux ne peuvent-elles se comprendre qu'en tenant compte de l'articulation de trois dynamiques aux temporalités disjointes : l'évolution de la conjoncture politique ; les mutations des intérêts commerciaux et industriels des entreprises de presse ; le renouvellement du personnel journalistique, de ses ressources et de ses représentations du métier.

LA CONVERSION DES ENJEUX POLITIQUES EN ENJEUX JOURNALISTIQUES

Est-on finalement certain que la presse des années 1970 constituait une presse « engagée » dans la compétition politique, au point que la plupart des titres se soient efforcés de soutenir l'une des coalitions en lutte pour accéder au pouvoir ? Plus exactement, cette polarisation du marché de la presse nationale entre journaux « de gauche » et journaux « de droite » a-t-elle constitué une situation exceptionnelle au regard de la période qui lui précède (les années 1960) et de celle qui lui succède (du milieu des années 1980 à la fin des années 1990) ?

A écouter les journalistes qui ont peuplé les services *Politique* de la presse nationale au cours de cette période, la réponse ne semble faire aucun doute. Les analyses rétrospectives invitent généralement à la prudence mais la quasi-unanimité des rédacteurs interroge. Ainsi, qu'ils évoquent leur propre travail ou bien les attentes de leurs hiérarchies, leurs propos renvoient spontanément à la partialité de leurs journaux à cette époque⁹. S'autopositionnant eux-mêmes sur l'axe droite-gauche mais regrettant parfois ce « militantisme » exacerbé, ils décrivent des rédactions soutenant ouvertement l'un des deux camps et revendiquant un rôle actif dans la compétition politique :

« *Le Nouvel Observateur* avait fait campagne pour Mitterrand [...]. Mais personne ne nous a demandé de faire des articles qui servent de tracts. On n'était pas là pour ça quand même. [...] Ce n'est pas parce que c'étaient les nôtres qu'on faisait du journalisme militant. » (Entretien avec Kathleen Evin, journaliste politique au *Nouvel Observateur* entre 1974 et 1986, janvier 2003).

« Je suis parti du *Figaro* sur un clash avec X [*le chef du service Politique*] lors des municipales de 1977. J'avais fait un reportage dans la Marne, à Epernay. [...] Et je suis revenu en faisant un papier où je disais : "La victoire de [*Bernard*] Stasi [*candidat du Centre des démocrates sociaux*] n'est pas du tout assurée." Et je penchais même pour une victoire communiste. X me dit : "Mais attendez, ce n'est pas possible. Le communiste ne peut pas gagner à Epernay. En plus, vous êtes au *Figaro*. En plus vous connaissez bien Stasi. Comment ça se fait que vous ne le valorisiez pas davantage ? [...] En tout cas, dans le titre, il faut qu'on sache de quel côté on est." C'était très interventionniste quand même. » (Entretien avec Jean-Yves Boulic, journaliste politique au *Figaro* entre 1973 et 1977, mars 2003).

Malgré ce constat partagé d'une conversion des enjeux politiques en enjeux journalistiques, les interviewés décrivent des situations contrastées, en fonction de leurs rédactions d'appartenance et de leurs propres conceptions du métier. En effet, si l'exacerbation des

⁹ Concernant notre corpus, *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, *L'Humanité* et *Libération* auraient fait campagne à « gauche », tandis que *L'Express*, *Le Figaro* et *France-Soir* auraient soutenu la majorité de « droite ». Seuls les rédacteurs du *Point* (créé en 1972) soulignent un objectif d'impartialité ou d'équilibre, du moins jusqu'au début des années 1980.

antagonismes politiques au cours des années 1970 semble avoir incité ou contraint la plupart des journaux à s'inscrire au cœur des luttes partisans, on observe également que cette polarisation s'est rarement imposée sans heurts et conflits. La démission de Jean-Yves Boulic du *Figaro* en 1977 (cf. extrait d'entretien ci-dessus) atteste, par exemple, ces tensions entre les exigences des hiérarchies, les attentes du personnel politique envers des journaux qu'ils estiment appartenir à leur « camp » et les convictions politiques et/ou professionnelles des rédacteurs. Aussi, dire que peu de journaux échappent à un classement sur l'axe droite-gauche lors des années 1970 est à la fois pertinent et réducteur. Non seulement il est bien délicat de réduire les stratégies des entreprises de presse à leur implication dans la lutte politique mais l'usage de ces labels flous (« presse de gauche » vs. « presse de droite ») tend à uniformiser, et donc à masquer, des orientations rédactionnelles autrement plus nuancées et spécifiques à chaque journal.

SOUTENIR UN « CAMP » OU INFLUENCER CE « CAMP » ?

L'engagement explicite de certaines publications dans les luttes « politiciennes » ne traduit pas nécessairement leur subordination à l'égard d'une coalition, d'un parti ou d'un acteur. L'exemple du *Figaro* souligne bien cette complexité des rapports entre acteurs médiatiques et politiques. En rachetant le capital du *Figaro* en 1975, la Socpresse de Robert Hersant (par ailleurs député « gaulliste ») a réussi à durablement associer ce journal aux destinées de la « droite » parlementaire¹⁰. Suscitant la démission de nombreux journalistes, la dimension politique de cette acquisition a été rapidement confirmée par une ingérence accrue de Robert Hersant et de son staff dans le contenu rédactionnel du journal¹¹. Si les rédacteurs ont été incités à valoriser le discours gouvernemental et à soutenir les candidats de « droite », il ne s'agit pas pour autant d'une simple tutelle du politique sur le journalistique. D'une part, les journalistes du *Figaro* n'hésitent pas à critiquer les représentants de la « droite » parlementaire lorsqu'ils jugent inadéquates les stratégies de conquête du pouvoir ou les mesures gouvernementales adoptées. D'autre part, les rubricards des pages *Politique* taisent rarement les différends qui opposent entre eux les leaders des partis « de droite ». Car ce journal constitue tout autant une arme politique en faveur de la majorité qu'un réceptacle des tensions qui l'animent : chaque fraction cherchant à susciter son soutien, la direction du *Figaro* peut se poser en arbitre, asseoir ses propres exigences et profiter de ces dissensions pour garantir ses intérêts industriels.

Ainsi, tout au long des années 1970 et 1980, l'histoire des relations entre le groupe Hersant et les responsables des partis « de droite » est-elle mâtinée de pressions réciproques, de rétributions croisées, d'équilibres subtils dans la couverture des « gaullistes » et des « libéraux »¹². Parmi les compromis tactiques pour équilibrer le traitement de ces différents

¹⁰ De façon unanime, les rédacteurs ayant travaillé au *Figaro* avant 1975 le décrivent alors comme l'organe de « la bourgeoisie », « sans excès », « sans lignes strictes » (entretiens avec Jean Griot recruté en 1945, mai 2003 ; Pierre Pellissier recruté en 1960, avril 2003 ; Patrice-Henri Désaubliaux recruté en 1969, janvier 2002 ; Jean-Yves Boulic recruté en 1973, mars 2003). Voir aussi Hamelet, 1987 ; Perrier-Daville, 1976.

¹¹ En 1977, et contrairement aux principes de séparation entre la rédaction et le capital, Robert Hersant s'octroie le titre de « directeur politique » et la possibilité de rédiger lui-même certains éditoriaux. La même année, les journalistes du service *Politique* sont incités à promouvoir la candidature de Robert Hersant lors des municipales à Neuilly, etc.

¹² Par exemple, en novembre 1978, jugeant que *Le Figaro* valorisait davantage Jacques Chirac que lui-même, Valéry Giscard d'Estaing a encouragé la mise en place d'un groupe de réflexion parlementaire sur les concentrations dans la presse. En guise de représailles, la Socpresse a menacé d'abandonner *L'Aurore*

courants, la direction du *Figaro* a affecté à la couverture de chaque tendance un rubricard attiré. Or la plupart d'entre eux ont, sinon été militants de ces partis, du moins affiché des sympathies personnelles envers certains de leurs responsables. Une telle politique de recrutement a été particulièrement manifeste entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1980. Ainsi Daniel Séguin, autrefois correspondant à Deauville pour *Paris-Normandie*, est-il embauché en 1977 pour couvrir les ex-Républicains indépendants dont l'un des anciens secrétaires généraux était Michel d'Ornano... maire de Deauville. Joseph Macé-Scaron, recruté en 1986, pour traiter du CDS, figure toujours à cette période dans le trombinoscope de ce courant¹³. Patrice-Henri Désaubliaux, affecté au traitement du Rassemblement pour la République, est élu lors des municipales de 1983 sur une liste d'union de la droite dans le XX^e arrondissement de Paris, etc.¹⁴. Autre indice de cette imbrication : les élections législatives de 1986 qui voient pas moins de dix collaborateurs du groupe Hersant accéder à la députation aussi bien sous les étiquettes RPR qu'UDF¹⁵.

Contrairement aux analyses qui ne lisent le marché de la presse qu'en termes de distinction droite / gauche, il faut donc noter que c'est au sein de ces coalitions que se jouent le plus souvent les luttes pour le contrôle ou l'appui des instruments de « propagande » et notamment des journaux. Le jeu de la plupart des équipes politiques (« rocardiens » contre « miterrandistes » ; « chiraquiens » contre « giscardiens ») était d'essayer de mobiliser le soutien des titres qu'elles estimaient appartenir à leur « camp ». Dans *Le Nouvel Observateur* des années 1970, l'ambition explicite était bien d'amener la « gauche » au pouvoir, en tout cas sa principale force, le Parti socialiste. Cependant, les rédacteurs ne se sont pas seulement contentés de porter la parole du PS et de combattre les responsables gouvernementaux. Selon leurs propres convictions et selon les liens qu'ils entretenaient avec tel ou tel leader du PS¹⁶, ils ont également cherché à peser sur les rapports de force au sein de ce parti ainsi que sur son positionnement tactique et programmatique. Les conférences de rédaction donnaient ainsi lieu à de vigoureux débats autour de l'opportunité de l'alliance avec le Parti communiste :

« A l'époque, l'essentiel des réunions de rédaction était consacré aux sujets politiques et on avait de violentes engueulades. [...] [François Furet] venait en disant : "Il ne faut plus aujourd'hui s'allier avec les communistes." [...] Or nous, on savait très bien que c'était le seul moyen de gagner les élections. Et donc, un jour, je me suis levée, j'ai dit à Furet : "Ecoutez, je suis désolée. Moi, je veux faire l'union de la gauche, d'abord parce qu'il y en a marre d'être dans l'opposition et puis parce qu'il faut que le Parti socialiste regagne du terrain sur le Parti communiste. Et comment faire autrement si on ne s'allie pas avec lui ?" » (Entretien avec Kathleen Evin, janvier 2003).

qu'elle venait d'acquérir. En épilogue de ce conflit rapidement clos, Robert Hersant obtenait une place d'éligible sur la liste de Simone Veil aux élections européennes de 1979 (BERGER, 1992, p. 79).

¹³ Cf. « Sont-ils tous pourris ? », *L'Événement du Jeudi*, 11 février 1988.

¹⁴ A noter cependant que la journaliste accréditée auprès du Parti socialiste à partir de 1978 avoue ses sympathies pour la « gauche » (cf. BERGER, 1992, p. 152).

¹⁵ La liste est fournie par Françoise Berger (*ibid.*, p. 251). Bien évidemment, certains étaient députés de longue date et c'est au nom de cette position dans l'espace politique qu'ils ont occupé des responsabilités de gestionnaires ou de chroniqueurs au sein des journaux de la Socpresse.

¹⁶ Parmi les membres du service *Politique*, Kathleen Evin était une ancienne secrétaire du groupe socialiste à l'Assemblée, Georges Mamy avait participé aux *Cahiers de la République* de Pierre Mendès-France, Franz-Olivier Giesbert avait collaboré à la rédaction de l'ouvrage de Pierre Mauroy, *Héritiers de l'avenir*, etc. Outre ces rédacteurs, la direction du journal (Claude Perdriel, Jean Daniel) entretenait elle aussi des liens soutenus avec différents leaders socialistes et notamment Pierre Mendès-France, Jacques Delors et Michel Rocard (PINTO, 1984, p. 188 ; DANIEL, 1979).

DES REDACTIONS « POLITISEES » MAIS DIVISEES : LE CAS DE *L'EXPRESS*

L'histoire de *L'Express* entre 1970 et 1981 confirme également cette pénétration des enjeux proprement partisans dans un hebdomadaire dont les engagements initiaux (promotion du mendésisme, opposition à la guerre d'Algérie puis à la République gaullienne) s'étaient progressivement atténués.

Menant campagne lors d'une élection législative partielle en 1970, Jean-Jacques Servan-Schreiber démissionne à cette occasion de la direction de *L'Express* tout en conservant la majeure partie du capital. Pourtant, une fois élu député du Parti radical, il annonce sa volonté de rediriger l'hebdomadaire et de l'utiliser pour financer sa carrière politique et populariser son image¹⁷. Provoquant une crise sérieuse dans une rédaction politiquement hétérogène et dirigée par des cadres défendant une vision moins « militante » du journalisme¹⁸, cette tentative de reprise en main suscita le départ de nombreux rédacteurs et, notamment de trois membres du service *Politique* (André Chambraud, Georges Suffert, Irène Allier). Cette dernière résume ainsi les conflits qui ont traversé le journal jusqu'à sa démission en 1972 :

« [Servan-Schreiber] avait décidé que *L'Express* serait le journal du Parti radical. Ce parti avait eu un malheureux qui s'était fait élire à Decazeville. (...) Ça avait donné lieu à une couverture de *L'Express* qui s'appelait "Coup de tonnerre à Decazeville" parce qu'il y avait eu un type qui s'était fait élire sous l'étiquette radicale ! Mais, à partir de là, c'est devenu impossible ! On ne pouvait raconter ce qui se passait qu'en fonction du Parti radical » (Entretien avec Irène Allier, journaliste politique à *L'Express* entre 1965 et 1972, février 2003).

Malgré ces démissions, les tensions persistent tout au long de la décennie. Elles opposent une direction affichant clairement ses préférences « giscardiennes » et une rédaction que les journalistes de l'époque placent « plutôt à gauche ». Lors de l'élection anticipée d'avril 1974, Servan-Schreiber appelle publiquement à voter pour Valéry Giscard d'Estaing, tandis que certains rédacteurs, dont Françoise Giroud, publient une tribune dans *Le Monde* pour soutenir François Mitterrand. Ces frictions se manifestent au cœur d'un service *Politique* fortement clivé. Recrutée en 1977, Sylvie Pierre-Brossolette décrit la vigueur des antagonismes qui ont animé cette rédaction jusqu'au milieu des années 1980 et la prudence dont devaient faire preuve les journalistes pour ne pas s'attirer les foudres de la direction :

« C'était une époque pas commode parce que la lutte entre la gauche et la droite était très forte. (...) Tout le monde disait qu'il fallait être professionnel, journalistique. Mais, selon la personne qui le disait, ça voulait dire favoriser un bord ou l'autre. (...) Le pauvre journaliste qui suivait le Parti communiste, il avait des

¹⁷ JAMET, 1981, p. 53.

¹⁸ Claude Imbert, rédacteur en chef depuis 1965, et Olivier Chevrillon, éditorialiste depuis 1970, se sont efforcés de défendre la formule du « newsmagazine » qu'ils jugeaient journalistiquement plus « professionnelle » et commercialement plus rentable. Aussi ces deux responsables ont-ils présenté leur démission en 1972, Claude Imbert justifiant son départ par sa déception d'être « dans un journal engagé au service [des] idées de [Servan-Schreiber] » (Interview de Françoise GIROUD, *L'Express*, 23/01/2003). Bien que cet épisode ait entraîné l'une des plus profondes crises internes au journal, il semble qu'il n'ait fait que perpétuer un long tiraillement entre les ambitions commerciales et les « lubies politiques » (entretien avec Irène Allier, journaliste politique à *L'Express* entre 1965 et 1972, février 2003) de son équipe dirigeante. Comme le souligne Françoise Giroud, *L'Express* était « la chose de Jean-Jacques ». Cela découragea de nombreux journalistes, à l'image de Jean Ferniot qui démissionna en 1966 face à cette « personnalité très accaparante, très directive, très sectaire » (entretien, mai 2002).

problèmes parce qu'il essayait de faire des papiers sur le PC comme pour n'importe quel autre parti. Aujourd'hui, ça semble normal mais, à l'époque, pour [Jean-François] Revel [directeur politique], ça paraissait invraisemblable de traiter le PC comme un parti normal. » (Entretien le 26 mars 2003).

En 1977, face à ces frondes successives et face à un relatif déclin des ventes¹⁹, Servan-Schreiber démissionne et cède son capital à Jimmy Goldsmith qui annonce aussitôt vouloir profiter de cet hebdomadaire pour promouvoir les idées conservatrices et libérales. Se succèdent alors de nouvelles « crises », qui aboutissent à de fréquents renouvellements des hiérarchies rédactionnelles et dont l'une des plus conséquentes prend corps dans l'entre-deux tours de l'élection présidentielle de 1981.

La mine renfrognée de Valéry Giscard d'Estaing

Selon un procédé classique, la couverture de *L'Express* place face-à-face les portraits des deux candidats arrivés en tête au premier tour. Mais l'équipe de campagne de Valéry Giscard d'Estaing estime que la photographie retenue pour leur candidat tend à le dévaloriser et s'en plaint auprès de Jimmy Goldsmith. Celui-ci prend alors la décision de licencier Olivier Todd, directeur adjoint de la rédaction. Dans une interview publiée peu après par *Libération* (14/05/1981), Jean-François Revel, directeur de la rédaction, révèle les séquences de cette crise : « J'ai trouvé la photo de Mitterrand un peu trop jeune et triomphaliste et demandé qu'on en trouve une un peu moins jeune. J'ai demandé aussi qu'on enlève un peu de ride sur le cou de Giscard. Cela n'a pas été fait. [...] On peut estimer que Giscard était sur la défensive, mais c'était la situation au 5 mai. [...] Un journaliste constate ce qui se passe et ce qui se passait ce jour-là, c'était que Giscard était sur la défensive. Lundi et mardi, Goldsmith m'a dit que cela l'avait empêché de dormir, qu'il y avait un complot, qu'il fallait qu'Olivier [Todd] démissionne. Je lui ai dit, dans ce cas, je regrette, je démissionne. Quand j'ai accepté la direction de *L'Express*, il y avait un contrat moral. Je travaillais dans un journal bien déterminé où le pluralisme rédactionnel était de rigueur. ».

Si ce conflit paraît opposer Jimmy Goldsmith, partisan de la majorité sortante, à l'équipe dirigeante, il renvoie plus généralement aux profondes divisions d'une rédaction plurielle, mêlant des personnalités de « gauche » (Olivier Todd est un ancien du *Nouvel Observateur*) et de « droite » (Raymond Aron, membre du comité de soutien à Valéry Giscard d'Estaing, est à cette époque, chef du comité éditorial de *L'Express*). Goldsmith cherche alors à reprendre le contrôle d'une équipe qu'il juge frondeuse à son égard. Le 12 mai, il licencie Revel et nomme à sa place Yves Cuau et Yann de L'Ecotais, qui avaient tous deux démissionné du *Figaro* lors de son rachat par Robert Hersant en 1976. Le service *Politique* est à son tour victime de cette « purge » puisque ses deux responsables, Albert du Roy et Robert Schneider, eux aussi catalogués à « gauche », quittent *L'Express*. Ils sont pourtant remplacés par des journalistes jugés proches de la nouvelle majorité socialiste, Christian Fauvet et Noël-Jean Bergeroux. Ce compromis révèle ainsi les contradictions entre l'ambition proprement idéologique de Jimmy Goldsmith et le délicat équilibre qui structure ce journal depuis le début des années 1960. Aussi, lors d'une assemblée générale « de réconciliation », Goldsmith annonce qu'il ne cherchera pas à faire de *L'Express* un journal « de croisade », pour ne pas heurter les lecteurs de gauche. Puis, dans un éditorial, il affirme que l'hebdomadaire servira de « plate-forme des idées libérales, quelle qu'en soit l'origine. »

¹⁹ La diffusion totale passe de 605 000 exemplaires en 1973 à 533 000 en 1978.

Au terme de cette brève histoire, on entrevoit deux effets de la bipolarisation sur un hebdomadaire dont les dirigeants sont tiraillés entre leurs ambitions politiques et commerciales. D'une part, la stratégie de soutien au « centre » initialement formulée par Servan-Schreiber s'est heurtée à la forte polarisation du champ politique et l'a contraint à se positionner en faveur de la majorité « de droite ». Or ce glissement éditorial a contribué à exacerber les tensions avec les rédacteurs soucieux d'élaborer un « journal d'information », professionnellement crédible et économiquement rentable, comme avec les journalistes revendiquant leur engagement à « gauche ». Cette hétérogénéité, au cœur même de la hiérarchie du journal, n'a donc jamais permis à ses directeurs successifs de disposer des ressources suffisantes pour transformer *L'Express* en véritable organe de combat. D'autre part, tandis que certaines thématiques suscitaient un large consensus au sein de la rédaction (défendre le principe d'une fédération européenne, favoriser l'émancipation féminine, etc.), les conflits les plus durs ont pris corps autour des enjeux électoraux. En effet, dans ce contexte de nette différenciation des offres politiques, c'est bien la proximité d'échéances électorales qui renforçait la susceptibilité des leaders politiques et incitait les directions des journaux à une surveillance accrue du contenu de leurs pages *Politique*.

Si la conjoncture politique constitue l'une des conditions de possibilité du soutien apporté par un journal à tel ou tel parti ou coalition, l'exemple de *L'Express* met cependant en évidence que les logiques de positionnement ne peuvent se comprendre qu'au regard des configurations singulières de chaque publication. Certes, cet exemple souligne l'importance des enjeux partisans dans les rapports de force au sein de l'équipe rédactionnelle. Pour autant, compte tenu des oppositions récurrentes au sein de la hiérarchie, cette « politisation » manifeste n'autorise pas à concevoir *L'Express* comme un organe « militant » et à le cataloguer sans réserve et façon figée dans l'un des pôles de l'espace politique.

DES FRONTIÈRES POREUSES ENTRE POLITIQUE ET JOURNALISME ?

Les exemples du *Figaro*, du *Nouvel Observateur* ou de *L'Express* indiquent la relative porosité des frontières entre activités politique et journalistique. Cette situation s'observe dans l'ensemble des services *Politique* de notre corpus. Dans leur présentation de soi ou dans l'évocation de leurs collègues et dirigeants, les journalistes qui ont officié dans les années 1970 font presque systématiquement référence aux proximités, au moins affectives, envers telle formation politique ou tel courant idéologique²⁰. Toutefois ces affinités ne peuvent être interprétées de façon univoque. Il est, par exemple, bien difficile d'en conclure qu'ils n'étaient que les auxiliaires des hommes politiques ou encore que leur travail était nécessairement affecté par leur rapport personnel à l'univers politique. D'ailleurs, si l'on excepte *L'Humanité*, aucune des rédactions étudiées n'a disposé d'un personnel aux préférences partisans homogènes. C'est pourquoi, au regard des trajectoires de nombreux interviewés, l'appartenance à un parti ou la proximité à l'égard de certains leaders semblent avoir davantage offert l'occasion d'un recrutement qu'une condition nécessaire de recrutement.

Ainsi, des ressources relationnelles au sein de l'univers politique ont pu servir à différents journalistes pour intégrer un service *Politique*. Par exemple, la connaissance personnelles d'acteurs politiques inscrits dans les « réseaux » des dirigeants du journal a parfois permis de bénéficier de recommandations qui viennent appuyer une candidature. Ce fut notamment le

²⁰ Cette revendication d'une appartenance à la « gauche » ou à la « droite » ne va pas de soi. Ainsi, les interviewés qui ont débuté leur carrière dans les années 1990 tendent bien davantage que leurs aînés à dissimuler leurs propres appétences partisans, du moins ils disent dissocier leurs identités de citoyen et de journaliste professionnel.

cas pour différents rédacteurs du *Figaro* dont l'embauche traduit effectivement la vigueur des liens entre les responsables du journal et certains leaders de la droite parlementaire :

« [En 1972], je suis rentré de la coopération et je cherchais du boulot. [...] Un camarade de promo du CFJ [*Centre de formation des journalistes*] m'a signalé qu'ils cherchaient un permanencier de nuit au service *Politique* du *Figaro*. Alors j'ai posé ma candidature. Il se trouve que le directeur de la rédaction s'appelait Jean Griot. Et c'était quasiment un voisin à Louveciennes, là où j'habitais. Donc ça a évidemment facilité les choses. [...] On se connaissait déjà. Et il connaissait mon parcours. Il savait en plus que j'étais quand même très axé sur la politique, puisque mon beau-père était député et que deux oncles par alliance avaient été ministres du général de Gaulle. » (Entretien avec Jean-Yves Boulic, mars 2003).

De la même manière, l'appartenance de certains responsables de journaux à l'univers politique a favorisé, pour de futurs rédacteurs, la reconversion de leurs ressources politiques en ressources journalistiques. Deux exemples peuvent être mobilisés. Kathleen Evin, tout d'abord, désireuse de devenir journaliste, n'était pas parvenue à trouver d'emploi intéressant à sa sortie de l'Institut d'Etudes Politiques. Aussi fut-elle recrutée, en 1971, comme secrétaire administrative du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Cette fréquentation répétée des leaders socialistes lui permit de rencontrer Claude Perdriel, directeur du *Nouvel Observateur* et membre du staff de campagne de François Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1974. Elle a alors pu bénéficier d'une période d'essai au terme de laquelle elle intégra le service *Politique* en tant que rubricarde chargée du suivi de la « gauche » et notamment du Parti socialiste. Le cas de Sylvie Pierre-Brossolette est sensiblement différent. Fille du secrétaire général de l'Elysée sous Valéry Giscard d'Estaing, diplômée de l'IEP Paris, elle fut embauchée dans le cabinet de Françoise Giroud, aux ministères de la Culture puis de la Condition féminine. Françoise Giroud ayant quitté le gouvernement pour réintégrer la direction de *L'Express*, elle encouragea aussitôt le recrutement de Sylvie Pierre-Brossolette dans le service *Politique* de son hebdomadaire.

Ces exemples demeurent ambigus quant au poids de ces expériences politiques préalables. En effet, ces ressources sont le plus souvent accompagnées d'autres critères de compétence escomptés par les directions des journaux : diplômes valorisés, expériences journalistiques antérieures, etc. La conjonction de ces critères est manifeste dans le cas de Noël-Jean Bergeroux. Etudiant à l'Ecole supérieure de journalisme de Lille, il effectua un stage à *L'Express* en 1968 qui lui permit d'être embauché au secrétariat de rédaction. Or la chef de ce service était l'épouse de Claude Estier, l'un des leaders de la Convention des institutions républicaines qui venait de créer un mensuel, *Dire*. Noël Bergeroux se fit donc recommander pour réaliser différents papiers qui lui ont permis de témoigner de ses qualités rédactionnelles. En 1969, l'un des responsables de *Dire*, Raymond Barrillon, s'apprêtait à prendre la tête du service *Politique* du *Monde*, suite à la nomination de son prédécesseur, Pierre Viansson-Ponté, à la rédaction en chef. Ce jeu de chaise musicale laissant un poste vacant au service *Politique*, Raymond Barrillon recruta alors Noël Bergeroux à qui fut rapidement confié le suivi de la droite libérale.

On peut également entrevoir cette question de la proximité politique des rédacteurs dans sa dimension « stratégique » : recruter un journaliste ayant un passé militant répond parfois au souci de bénéficier d'un réseau de « sources » préalablement établi. Ce cas de figure peut caractériser l'embauche de Thierry Pfister au *Monde*. Adhérent à la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO), ancien collaborateur de Pierre Mauroy et de Jean-Pierre Chevènement, T. Pfister fut recruté en 1969 pour couvrir d'abord l'« extrême gauche » puis l'ensemble des organisations de « gauche » :

« J'ai adhéré à la SFIO en 1964. [...] Et donc j'avais dans l'esprit, quand j'étais adolescent, de faire une carrière politique. Et le journalisme était pour moi une voie d'accès à la politique. [...] Quand je suis embauché, *Le Monde* est en phase de croissance. Il a le sentiment de devoir étoffer son équipe rédactionnelle et de la rajeunir. Et le fait que j'ai un engagement politique, ça les a intéressés au *Monde*. Ça les intéressait d'avoir quelqu'un qui connaît la politique de l'intérieur. Il sait ce que c'est qu'un parti politique, il sait comment ça marche. Et puis il peut montrer que dans l'univers politique, il sait s'imposer, se faire reconnaître. Quand Jacques Fauvet m'a embauché, il m'a dit : "Votre activité politique est un élément de recrutement. Maintenant, vous y mettez un terme." [...] Mais je n'ai pas rendu ma carte. Il m'a demandé d'y mettre un terme dans sa manifestation publique. » (Entretien, mars 2002).

Toutefois, au regard de notre échantillon d'interviewés, on ne peut manquer de noter la rareté d'un tel mode de recrutement. Car si le militantisme permet de disposer préalablement d'un réseau d'interlocuteurs, cette position suscite d'évidentes tensions susceptibles d'affecter la qualité du travail : tensions chez le rédacteur qui endosse des rôles différents et parfois contradictoires ; tensions avec certaines sources qui tendent à ramener les papiers à l'engagement du journaliste. A travers ces rapports de forces, les rédacteurs peuvent ainsi se voir doublement remis en cause : leur professionnalisme et leur honnêteté sont relativisés par leur appartenance militante ; leur fidélité au parti est rendue malaisée par les spécificités du travail journalistique. Ils se trouvent donc soumis à des sollicitations d'autant plus marquées qu'ils sont censés appartenir au même « camp » que leurs interlocuteurs.

La porosité des frontières s'observe également et *a contrario* à travers les rétributions dont ont pu bénéficier certains rédacteurs auprès du personnel politique. Outre la Légion d'honneur, toutefois moins distribuée que sous les III^e et IV^e République²¹, on note certaines nominations de journalistes politiques à des fonctions, sinon valorisées, du moins sous le contrôle direct du personnel politique : cabinets ministériels²², institutions parapubliques, entreprises audiovisuelles sous la tutelle directe ou indirecte de l'Etat, etc. Il demeure délicat de préjuger des motivations qui ont justifié l'ensemble de ces recrutements. Pour autant, les préférences politiques des journalistes ainsi promus renvoient très précisément à l'identité partisane des gouvernants. Ainsi, au cours des années 1960 et 1970, les rédacteurs politiques accédant aux hiérarchies des entreprises audiovisuelles émanent le plus souvent du *Figaro* ou de *France-Soir*²³, tandis qu'en 1981, on identifie davantage de rédacteurs de « gauche »²⁴. Certes, il faut bien admettre que seule une minorité de journalistes ont quitté leurs rédactions respectives

²¹ Pour des données chiffrées, voir KACIAF, 2005, p. 188 et 551.

²² Cette présence d'anciens ou d'actuels journalistes politiques au sein des cabinets ministériels constitue toutefois, dans les années 1970 et 1980, une pratique bien moins courante que sous la IV^e République (sur ce point, voir KACIAF, 2006, p. 373). A titre d'exemple, on peut néanmoins citer les cas de Michel Bassi, chef du service *Politique* (1967-1971) puis rédacteur en chef adjoint (1971-74) du *Figaro*, qui devient conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République sous Valéry Giscard d'Estaing (1976-77) ; de Serge Maffert, chef du service *Politique* (1966-73) puis rédacteur en chef (1973-74) à *France-Soir* qui est nommé chef du service de presse au cabinet de Jacques Chirac (1974-76) ; de Thierry Pfister, journaliste politique au *Monde* (1969-79) et au *Nouvel Observateur* (1979-81) qui devient chef adjoint au cabinet du Premier ministre Pierre Mauroy (1981-82) ; ou encore de Michèle Ferniot, journaliste politique à *France-Soir* (1974-81) et au *Figaro* (1985-86), qui est recrutée comme chef du service de presse au ministère de l'Intérieur (1986-88).

²³ C'est le cas par exemple de trois anciens responsables du service *Politique* du *Figaro* : Pierre Pellissier et Michel Bassi à Radio Monte Carlo ; Jean Griot au conseil d'administration de l'Agence France Presse.

²⁴ On peut citer les exemples des nominations à France Inter de Michel Cardoze (issu de *L'Humanité*), Michelle Cotta et André Chambraud (tous deux issus de *L'Express* et du *Point*).

pour accéder à ces postes. Néanmoins, ces rédacteurs ont, pour la plupart d'entre eux, appartenu à la hiérarchie des services *Politique*. Le constat est donc ambivalent : si ces modes de rétribution ne concernent que l'élite du journalisme politique, il s'agit cependant des individus ayant été les mieux à même d'influer sur l'orientation éditoriale des pages *Politique*.

Il reste que ces indices d'un brouillage des frontières ne permettent pas de concevoir une relation mécanique entre les formes d'engagement politique des rédacteurs et leur activité au sein des journaux. Adopter une telle perspective ferait perdre de vue la diversité des contraintes pratiques qui pèsent sur le travail rédactionnel. Le souci de ne pas se « griller » auprès de ses sources, l'ambition de disposer d'informateurs fiables et de confidences exclusives, les marges d'autonomie dont disposent les rubricards vis-à-vis de leur hiérarchie contribuent tout autant à expliquer, ici un enthousiasme apparent, là une posture plus distanciée. Comme le rappelle Erik Neveu, « Les interprétations en termes de proximité partisane ou de complicité programmée sont en général simplistes et fort économes en analyse des médiations. S'il suffisait d'identifier les sympathies politiques de tel journaliste pour être quitte avec toute réflexion sur les vecteurs réels du rôle politique des médiateurs, la sociologie serait bien simple et le professionnalisme des gens de médias bien tenu »²⁵.

D'ailleurs, cette question du rapport des journalistes à la politique devient plus complexe si l'on se penche sur les spécificités de la génération de rédacteurs qui intègrent le métier entre la fin des années 1960 et le début des années 1980. Il faudrait davantage d'espace pour justifier la pertinence d'une analyse générationnelle et nourrir cette analyse de nombreux éléments empiriques²⁶. Toujours est-il qu'au regard de leurs aînés, ces journalistes, nés pour la plupart au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, ont participé à un certain renouvellement des relations politico-journalistiques. Plus fortement diplômés qu'autrefois, plus souvent issus de grandes écoles telles que Sciences Po, ils promeuvent auprès de leur hiérarchie une attitude moins déférente, plus égalitaire vis-à-vis du personnel politique, ce qui se traduit notamment par l'introduction de registres plus ironiques ou plus désinvoltes au sein même des journaux les plus attachés aux impératifs de rigueur et de sérieux (*Le Monde*, *Le Figaro*). Marqués par la « critique généralisée des relations hiérarchiques »²⁷, ces journalistes ont alors contribué au basculement, au moins partiel, entre un « régime de l'information institutionnelle » (se faire l'écho de ce que veulent communiquer les organisations politiques) et un « régime de l'investigation »²⁸ (raconter les coulisses, rechercher les enjeux de pouvoir sous-jacents aux prises de position politiques).

PRENDRE POSITION... DANS DES FORMATS ADEQUATS

Cette dernière remarque invite à se pencher sur le contenu même des journaux. En effet, s'il semble établi que les rédactions et / ou leurs dirigeants ont explicitement pris parti dans les luttes politiques, et notamment lors des scrutins les plus déterminants, il reste à s'interroger sur les modalités de l'engagement, autrement dit sur les registres légitimes et routiniers à travers lesquels les journalistes étaient autorisés ou incités à énoncer leurs préférences partisans.

Car paradoxalement, c'est au cours de ces mêmes années 1970 que les dimensions les plus caractéristiques du journalisme parlementaire tendent à définitivement disparaître dans les

²⁵ NEVEU, 1993b, p. 43.

²⁶ Pour davantage de détails, nous nous permettons de renvoyer à KACIAF, 2006.

²⁷ LEMIEUX, 2000, p. 55.

²⁸ CHAMPAGNE, MARCHETTI, 1994, p. 57.

pages *Politique* de la presse écrite. Sans rentrer dans les détails de changements contrastés selon les journaux, on observe en effet un progressif basculement dans les rôles endossés par les journalistes politiques français. Jusqu'aux années 1960, selon leur rédaction d'appartenance et leur position dans les services *Politique*, ces derniers se positionnaient généralement en *intermédiaires* entre la scène parlementaire et leurs lecteurs²⁹, ou bien en *porte-parole* d'organisations ou d'acteurs politiques, ou bien encore en *leaders d'opinion* censés éclairer et mobiliser le public. Or, ces logiques d'*enregistrement* et d'*opinion*, ont été progressivement délaissées au profit de logiques de *décryptage* et de *vulgarisation* de la compétition politique nationale³⁰. Les stricts comptes-rendus de discours publics s'évanouissent, les communiqués diffusés tels quels disparaissent, les récits se font souvent plus irrévérencieux et investissent davantage les « coulisses » des organisations politiques, l'analyse stratégique tend à se substituer, sous la plume des chefs de service, au commentaire moralisateur ou idéologiquement orienté. Ainsi, dans la plupart des rédactions, l'expression des préférences partisans s'est-elle articulée avec les normes d'écriture et les formats rédactionnels qui s'imposent au cours des années 1960 et 1970. La valorisation d'un allié ou la stigmatisation d'un adversaire a dû s'inscrire dans les genres journalistiques désormais légitimes : l'article « anglé » qui sélectionne stratégiquement les déclarations, l'interview qui peut solliciter des propos valorisants, les échos qui disqualifient avec humour certains adversaires, le portrait qui humanise un responsable politique, en somme autant de stratégies discursives qui permettent de se positionner sans opiner, d'attester de l'initiative et du professionnalisme du rédacteur, de fuir les attitudes de plus en plus discréditées de « porte-plume » du personnel politique³¹.

Aussi, à l'exception de *L'Humanité* et de *Libération*, dont le maigre tirage ne l'inscrivait pas encore parmi les grands journaux d'information générale, les pages *Politique* des titres de notre corpus n'ont jamais été exclusivement dominées par des logiques de combat, de mobilisation et / ou de dénonciation. Même à l'approche des scrutins les plus déterminants, on relaie tout autant l'actualité de la majorité que celle de l'opposition et l'énonciation des partis pris s'opère le plus souvent de façon déguisée (par le choix des citations et des cadrages, par l'usage de registres ironiques, par la hiérarchisation des nouvelles, par l'utilisation « stratégique » des sondages d'opinion, etc.).

DES LOGIQUES DE POSITIONNEMENT PLURIELLES

Le discrédit de la posture de « porte-plume » des institutions manifeste une revendication croissante de « professionnalisme » chez les rédacteurs mais elle souligne également l'une des spécificités de la configuration politique des années 1970 : l'absence de symétrie entre « droite » et « gauche ». En effet, ces deux « camps » se distinguent, certes, par l'hétérogénéité de leur corpus idéologique. Mais ils se différencient surtout par leur statut, la « droite » incarnant une majorité gouvernementale établie depuis 1958 et la « gauche » représentant l'opposition au « pouvoir ». Ainsi, le soutien apporté à l'une ou l'autre de ces deux coalitions ne peut être uniquement interprété comme la simple expression de proximités partisans. Les prises de position peuvent aussi traduire d'autres motivations, d'autres rationalités, d'autres logiques.

²⁹ Sur la notion de « journalisme d'intermédiaire », voir DE LA HAYE, 1985

³⁰ Des processus similaires peuvent être observés dans des espaces médiatiques ou dans des configurations géographiques distinctes. Sur l'avènement d'un journalisme d'expertise ou d'examen, voir PADIOLEAU, 1976 ; BRUSINI et JAMES, 1982 ; RUELLAN, 1993 ; CHARRON, 2002 ; SCHUDSON, 1989.

³¹ Les genres journalistiques privilégiés ne permettent cependant pas de déduire, en eux-mêmes, les logiques de positionnement des rédactions. Cela suppose donc de s'assurer que les outils rédactionnels disponibles sont mobilisés, de façon symétrique, pour couvrir l'ensemble des formations politiques.

D'une part, certains journaux peuvent défendre des idées de « gauche » ou de « droite », de « progrès » ou de « conservation », de « justice » ou d'« ordre », indépendamment des acteurs politiques qui portent ces projets. Promouvoir ces valeurs permet d'entretenir l'identité singulière du journal, d'inscrire son équipe rédactionnelle dans une tradition glorieuse ou bien d'entrer en adéquation avec les convictions supposées du lectorat. D'autre part, les rédactions peuvent privilégier une posture critique vis-à-vis du « pouvoir » ou, au contraire, une attitude de bienveillance à l'égard du gouvernement, indépendamment à nouveau de l'identité partisane de la majorité³². Permettant d'endosser le rôle valorisant de « contre-pouvoir », les marques de défiance adressées aux gouvernants peuvent s'avérer commercialement rentables lorsque la majorité suscite une impopularité croissante. A l'inverse, au-delà des gratifications symboliques ou matérielles que peuvent offrir les titulaires du pouvoir d'Etat à leurs « alliés » médiatiques, le soutien ou, du moins, l'absence de critiques à l'égard de l'exécutif peuvent permettre de satisfaire les intérêts industriels des propriétaires des journaux.

Bien évidemment, ces différentes logiques de positionnement (affinités partisans, préférences idéologiques, rapport au pouvoir politique) ne sont pas toujours dissociées dans la pratique. Elles ne se sont distinguées ici qu'à des fins analytiques. Toujours est-il que l'une des spécificités de la conjoncture politique des années 1970 est d'avoir renforcé l'imbrication de ces modalités d'engagement. Des rationalités différentes ont ainsi pu se conjuguer au sein des journaux pour aboutir à un ancrage identifiable sur l'échiquier partisan. Par exemple, s'il ne faut pas exagérer sa traduction concrète dans le contenu des pages *Politique*, le soutien du *Monde* à la « gauche » au cours des années 1970 ne peut se comprendre qu'en articulant ces différentes logiques de « politisation ». Au-delà de la complicité nourrie entre certains membres du services *Politique* (Raymond Barrillon, Thierry Pfister) et divers responsables socialistes, ce qui a uni une large partie des rubricards et de leur direction, c'est avant tout l'opposition à une majorité de « droite », installée au pouvoir depuis près de deux décennies. Si les accusations adressées à la majorité giscardienne ont pu soulever quelques réticences chez les rédacteurs les plus attachés aux valeurs d'indépendance du *Monde*, elles recueillaient une large adhésion dans la rédaction, des journalistes soucieux d'afficher leur expertise critique envers la politique gouvernementale aux rédacteurs les plus désireux de favoriser la victoire de la « gauche » et de ses valeurs. L'augmentation sensible des ventes témoignait de la rentabilité de cette posture d'opposition et de son affinité avec les aspirations au changement d'un lectorat rajeuni³³.

Aussi l'alternance a-t-elle placée *Le Monde* dans une situation délicate et suscitée de nombreux débats quant au positionnement à adopter vis-à-vis de la nouvelle majorité. Tandis que le directeur, Jacques Fauvet, défendait une attitude de soutien au gouvernement de gauche, certains rédacteurs s'opposèrent à cette ligne « gouvernementale », susceptible d'assimiler le journal à l'organe « officiel » du pouvoir et de nuire à l'autonomie des choix rédactionnels. En outre, les contradictions face auxquelles le nouveau gouvernement se trouvait confronté (appliquer strictement le programme électoral ou privilégier la stabilité des indicateurs financiers) ont renforcé les antagonismes entre rédacteurs, selon leurs propres conceptions des

³² Par exemple, au-delà des accointances entre son équipe dirigeante et les leaders des formations « gaullistes » ou « libérales », c'est bien une stratégie de bienveillance à l'égard de la majorité en place qui a longtemps structuré le positionnement de *France-Soir*, quotidien populaire supposé réunir un public politiquement hétérogène. Son ancien directeur, Pierre Lazareff, avait d'ailleurs rationalisé une telle orientation éditoriale : « Lazareff disait : "Le plus grand nombre de gens ont élu Pierre ou Paul, donc on est naturellement pour eux." » (Entretien avec Jacques Malmassari, journaliste politique à *France-Soir* entre 1973 et 1994, avril 2002).

³³ Entre 1975 et 1980, la diffusion totale passe en effet de 360 000 à 445 000 exemplaires.

politiques à mener par un gouvernement de « gauche »³⁴. Le brusque déclin des ventes entre 1980 et 1985³⁵, interprété comme la conséquence de cette proximité avec un « pouvoir » de plus en plus impopulaire, a alors enrichi l'argumentaire des journalistes les plus attachés à marquer leur distance envers le gouvernement ou les plus prompts à dénoncer ici l'alliance entre socialistes et communistes, là le renoncement à certains aspects du programme³⁶. Comme le souligne rétrospectivement ce rédacteur : « Il n'est pas bon d'être du bord de ceux qui ont gagné. La presse doit être un contre-pouvoir. Il faut un traitement oppositionnel. » (Entretien avec Noël-Jean Bergeroux, mars 2002).

*

* *

Distinguer différents niveaux de soutien ou d'opposition aux forces politiques permet de mettre en évidence la pluralité des rationalités qui s'affrontent ou se coordonnent pour traiter au quotidien l'actualité politique. Or l'une des incidences de la bipolarisation des années 1970 est d'avoir contribué à ce que différentes modalités de positionnement se confondent dans la plupart des rédactions : les intérêts stratégiques des entreprises de presse à soutenir ou critiquer l'équipe au pouvoir ont pu s'ajuster aux convictions idéologiques ou aux affinités partisans de nombreux rédacteurs. C'est dans cette perspective que la configuration politique des années 1970 a favorisé une certaine polarisation entre « presse de droite » et « presse de gauche ». L'alternance de 1981, brouillant cette confusion entre les logiques partisans, idéologiques et gouvernementales, entraînera de nombreux conflits dans les rédactions et obligera de nombreux journaux à redéfinir leurs orientations éditoriales. Au-delà, cette exacerbation des passions politiques et cette intensité des luttes pour contrôler ou s'assurer le soutien des journaux témoignent de la place qu'occupaient encore la presse écrite dans les stratégies de conquête ou de conservation du pouvoir, et ce malgré le développement massif de la radio et, surtout, de la télévision.

³⁴ Il faut également rappeler que ces disputes en matière d'orientation rédactionnelle se sont déroulées dans un contexte de rivalités en vue de la succession du directeur, Jacques Fauvet.

³⁵ Entre 1981 et 1985, la diffusion totale passe de 439 000 à 343 000 exemplaires.

³⁶ Un tel embarras fut également manifeste au *Nouvel Observateur* dont la hiérarchie pouvait soutenir le Parti socialiste lorsqu'elle était dans l'opposition, sans en endosser nécessairement les implications programmatiques.

REFERENCES

- BALLE Francis (1968), « Les grands quotidiens français sont-ils dépolitisés ? », *Annales E.S.C.*, vol. 23, n°2, pp. 296-334.
- BERGER Françoise (1992), *Journaux intimes. Les aventures tragi-comiques de la presse sous François Mitterrand*, Paris, Robert Laffont.
- BRUSINI Hervé, JAMES Claude (1982), *Voir la Vérité. Le journalisme de télévision*, Paris, PUF, 1982.
- CHAMPAGNE Patrick, MARCHETTI Dominique (1994), « L'information médicale sous contrainte. A propos du "scandale du sang contaminé", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 101, pp. 40-62.
- CHARON Jean-Marie (1991), *La Presse en France de 1945 à nos jours*, Paris, Le Seuil.
- CHARRON Jean (2002), « Parler de soi en faisant parler les autres. Identité journalistique et discours rapporté », in RIEFFEL Rémy, WATINE Thierry (dir.), *Les Mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris, Éditions Panthéon Assas, pp. 83-99.
- DANIEL Jean (1979), *L'Ere des ruptures*, Paris, Le Livre de poche.
- DE LA HAYE Yves (1985), *Journalisme, mode d'emploi. Des manières d'écrire l'actualité*, Grenoble, ELLUG / La Pensée sauvage.
- DELPORTE Christian (1999), *Les Journalistes en France, 1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Paris, Le Seuil.
- GAXIE Daniel, *La Démocratie représentative* (1996), Paris, Montchrestien.
- HAMELET Michel (1987), *Un prolétaire au Figaro. De Pierre Brisson à Robert Hersant*, Paris, Grasset.
- JAMET Claude (1981), *Les Défis de L'Express*, Paris, Les Editions du Cerf.
- JUHEM Philippe (2001), « Alternances politiques et transformations du champ de l'information en France après 1981 », *Politix*, n°56, pp. 185-208.
- KACIAF Nicolas (2005), *Les Métamorphoses des pages Politique dans la presse écrite française (1945-2000)*, thèse pour le doctorat en science politique, Université Paris I.
- KACIAF Nicolas (2006), « Le journalisme politique d'une République à l'autre. Les conditions de transformation des pages "Politique" dans la presse écrite française (1945-1981) », in COHEN Antonin et alii, *Les Formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique. XVIII^e - XX^e siècle*, Paris, PUF, pp. 367-384.
- LEMIEUX Cyril (2000), *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié.
- NEVEU Erik (1993a), « Pages "Politique" », *Mots. Les langages du politique*, n°37, pp. 6-28.
- NEVEU Erik (1993b), « Médias et construction de la "crise de la représentation" : le cas français », *Communication*, vol. 14, n°1, pp. 21-54.
- PADIOLEAU Jean-Gustave (1976), « Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques », *Sociologie du travail*, vol. 18, n°3, pp. 256-281.
- PERIER-DAVILLE Denis (1976), *Main basse sur Le Figaro*, Paris, Terma Editions.
- PINTO Louis (1984), *L'Intelligence en action : Le Nouvel Observateur*, Paris, Métailié.

RUELLAN Denis (1993), *Le Professionnalisme du « flou ». Identité et savoir-faire des journalistes français*, Grenoble, PUG.

SAITTA Eugénie (2006), « Le désenchantement des journalistes politiques. Une comparaison France / Italie », in COHEN Antonin et alii, *Les Formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique. XVIII^e – XX^e siècle*, Paris, PUF, pp. 385-402.

SCHUDSON Michael (1989), « Rhétorique de la forme narrative : l'émergence des conventions journalistiques dans la presse TV » [1982], trad., *Quaderni*, n°8, pp. 27-39.

RESUME

Cet article interroge l'hypothèse d'une politisation exacerbée des quotidiens et hebdomadaires d'information générale au cours des années 1970. Il s'agit de souligner les difficultés à vouloir caractériser le rapport qu'entretiendrait *la* presse nationale vis-à-vis de la compétition politique. En effet, les logiques de positionnement s'avèrent profondément différenciées, d'une part, entre les journaux et, d'autre part, au sein même de rédactions hétérogènes et clivées. Bien que certains indices tendent à montrer la porosité des frontières politico-journalistiques, les années 1970 sont également marquées par l'entrée en scène d'une génération de rédacteurs disposés à mieux afficher leur « professionnalisme » et leur autonomie à l'égard des élites politiques. Au final, les prises de position observées dans les journaux ne peuvent se comprendre qu'en articulant trois éléments : les enjeux économiques des entreprises de presse, le renouvellement du personnel journalistique et les spécificités de la conjoncture politique.